

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : Les bras m'en tombent : Colère / p.3 à 6 : Place au débat : La lutte idéologique du patronat / p.6 : Billet d'humeur : Super-profits pas pour tout le monde / p.7 : International / p.8 : Coup de gueule : Pour un service public de la dépendance

### EDITO

**Nous venons de passer un été étonnant : nous avons appris que c'était la fin de l'insouciance et de l'abondance.** Pour beaucoup de Français, la période le « l'insouciance et de l'abondance », s'est terminée avant qu'ils se soient aperçus qu'elle avait commencé. Au-delà du lamentable mépris de la formule -mais Macron en est un habitué (« les gens qui ne sont rien », « les gaulois réfractaires », « un pognon de dingue », « le meilleur moyen de se payer un costard, c'est de travailler » et le célèbre « traverser la rue pour trouver un travail »,...)-celle-ci démontre une totale méconnaissance ou une totale indifférence de ce que vit l'essentiel de nos concitoyens et surtout elle annonce une nouvelle période de serrage de ceinture.

**S'il voulait s'en préoccuper, Macron saurait qu'avec l'envolée des prix depuis le début de l'année (et la perte de pouvoir d'achat depuis des années !) les conditions de vie se sont encore plus détériorées en 2022.** Déjà que depuis 2 ans et -en partie, car elle n'a pas impacté tout le monde- pour cause de crise sanitaire sans précédent, le niveau de vie a été victime d'une récession qualifiée « d'historique » par *Le Monde*, journal fort peu révolutionnaire !

**Pour beaucoup, il devient impossible de faire face aux dépenses essentielles que**

sont l'énergie bien sûr mais également le transport et... l'alimentation ! Selon le baromètre Ipsos-Secours populaire, près de 1 Français sur 2 (45 %, une augmentation de 15% en un an !) rencontre des difficultés pour payer l'essence et les autres coûts liés au transport ; 41% (+ 5% depuis 2021) ne peuvent payer leur facture d'énergie (chauffage, électricité...) et sont très inquiets sur la manière dont ils vont passer l'hiver. Encore plus inquiétant, la question de l'alimentation est désormais une véritable préoccupation. Les « 5 fruits et légumes par jour » -et ne parlons pas de la qualité- ne sont plus à la portée de 37 % de nos compatriotes (là encore un bond de 5% par rapport à l'année dernière). Et pourtant 2021 avait été une « annus horribilis » puisqu'elle avait connu une augmentation de 20 % des personnes à venir dans les services de la solidarité alimentaire.

Plus d'un Français sur trois (36 %, +2 points) a des difficultés à boucler ses fins de mois, 15% vivent à découvert, 26 % redoutent de basculer dans la précarité. 85 % des personnes interrogées considèrent que les risques de voir leurs enfants connaître un jour une situation de pauvreté sont plus élevés que pour leur génération.



**Ce climat anxigène est, bien sûr, particulièrement entretenu** par la poursuite de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, qui devient une guerre Russie / OTAN et entraîne une France de plus en plus atlantisée par ses dirigeants et les médias. Macron cultive ce climat pour faire accepter la régression socio-économique annoncée et éviter d'en faire apparaître les véritables causes : le néo-libéralisme auquel il se nourrit et qu'il nourrit. Macron, qui a été choisi pour ça par la finance, continuera -c'est la raison de sa sortie sur « l'insouciance et l'abondance »- à imposer des sacrifices aux salariés qui n'en peuvent déjà plus pour maintenir le taux de profits des firmes capitalistes, la spéculation sur les marchés financiers et le reversement des dividendes aux actionnaires. Combien de temps la nécessité d'améliorer le climat et de respecter la nature, combien de temps la guerre russo-étatsunienne vont-ils servir d'alibi ?

**Pour entraver Macron et ses sbires, comme d'ailleurs l'ensemble de la droite largement majoritaire à l'Assemblée, il faudrait une gauche sérieuse et conséquente.** Or l'été a été émaillée de

sorties caricaturales, pleines de mépris et irresponsables de la part de certains élus. Haro sur la viande, c'est le nouveau mot d'ordre sur fond de wokisme diviseur de la communauté nationale. Est-ce que les 94% de parents qui les ont renvoyés dans leurs buts les feront revenir à plus de bon sens et d'humilité ? On peut en douter. Ils sont, comme les libéraux affichés, les adversaires de l'intérêt général et donc de l'intérêt des salariés.

**Une lueur dans ce tableau : 2 responsables politiques viennent de prendre position en faveur des travailleurs.** Le 1<sup>er</sup> en rappelant que la gauche a depuis longtemps tourné le dos à cette classe sociale et qu'elle doit, à nouveau l'écouter et lui parler, le second en appelant à recréer du travail, à le payer correctement afin que chacun puisse en vivre dignement. Ils ont, certes, été vilipendés et leurs propos déformés. Soyons tranquilles : cela sera compris par ceux auxquels cela s'adressait : pas la petite bourgeoisie urbanisée et sectorialisée mais l'ensemble des salariés.

**Marinette BACHE**

## **LES BRAS M'EN TOMBENT !**

Nous publions ci-dessous le post du 21 juillet de **Colère** de *Sabine Aussenac*

Donc au JT de 13 h j'apprends que la lettre prioritaire n'existera plus ; elle sera remplacée par une lettre digitale en sus plus chère que l'actuelle ! Pour envoyer des documents, il faudra scanner ! Quant aux lettres vertes, elles mettront un jour de plus ! Et le responsable d'expliquer que les trains postaux fonctionnent à vide, pour 500 plis. Ensuite je suis allée, malgré le cagnard, à la gare : je voulais prendre des fiches horaires pour toutes les petites lignes de mon Occitanie. Puisque je ne pars pas je me programme des escapades, un chouïa de bastides, un zeste de sable, une pincée de GR... Que nenni ! Après avoir mis une heure à trouver les 'guichets' au cœur du chantier où un cheminot ne retrouverait pas son Ouigo, et deux tours complets de gare, on m'a dit que les fiches n'existent plus, « yakaté télécharger et imprimer de chez vous » !!!!! Mon insistance légendaire m'a valu de récupérer un vague Toulouse/Foix et quelques miettes de TER. Je me suis heureusement rattrapée en gare routière où j'ai pris moult invitations aux voyages en LIO et autres bus à 2 euros... Donc voilà : un pas de géant de plus vers la dématérialisation, la digitalisation, la perte de sens, l'abandon des rapports humains et la mise au rebut des personnes non connectées : séniors, pauvres, handicapés...

( Vous me direz que les pauvres ne prennent pas le train et écrivent rarement des lettres; quant aux vieux, qu'ils bavent dans leur epahd et basta)!!!

## PLACE AU DEBAT

### La lutte idéologique patronale contre la Sécu et les services publics ne prend jamais de vacances.

Par Jean Claude Chailley

Exemple : émissions Les Experts BFM Business, les 25, 26, 28 juillet. Les 2 PDG ci-dessous sont souvent invités, tout comme la banquière. Ils sont représentatifs de ce qui se dit à longueur d'année... pour orienter la politique des gouvernements.

Les « experts », les économistes les plus libéraux, passent souvent de l'émission Les Experts le matin, aux grandes chaînes, chaînes publiques incluses, le soir.

*Dixit M Leonidas Kalogeropoulos PDG, VP d'Ethic, think tank patronal :*

« **On habitue l'ensemble de nos concitoyens à l'idée que l'Etat peut tout**, venir apporter une compensation sur telle inflation, tel problème pétrolier, tel aléa, sur tous les sujets, l'imaginaire collectif, **tous les débats sont tournés autour de qu'est-ce que l'Etat peut apporter comme chèque sur tous les problèmes** potentiels comme si l'Etat avait des ressources totalement inépuisables pour venir à la rescousse de tous les problèmes de la vie. **C'est juste pas possible. Il faut que ça cesse ! ...Cet arrosage qui a quelque chose d'indécent.** »

« **Si l'Etat ne va pas aider les consommateurs à bien utiliser l'argent qu'on leur donne, ils risquent de l'utiliser en chèques écrans plats...**

Lorsqu'on a interrogé les consommateurs (*sur le chèque inflation de 100 €*) ils ont dit qu'est-ce qu'on fait avec 100 € ? **Lorsqu'on rentre dans ces démarches-là de toute façon ce n'est objectivement jamais assez, ça ne calme absolument pas les revendications, surtout ça entretient la revendication** qui est de dire mais **quel est le prochain pas que l'Etat va faire** ...Avant de réclamer des solutions à l'Etat il faut se demander que peuvent faire les entreprises...

**Hommage à CMA CGM, à Total, qui ont accepté de baisser les carburants.**

**...Arrêter de vivre au-dessus de nos moyens** »

*Dixit M Guillaume Poitrinal, PDG :*

« **Une exonération de cotisation sociale c'est pas nécessairement un bénéfice pour l'employeur car ce qu'il voit c'est son super brut.** Si vous prélevez sur ce super-brut une cotisation sociale, **ça va faire du revenu net en moins pour le salarié. Il faut arrêter de penser que la cotisation sociale c'est un impôt prélevé dans la poche de l'entreprise.** La cotisation sociale c'est tout simplement un **prélèvement sur la valeur travail.**

Très honnêtement aujourd'hui la question qui se pose sur ce plan de soutien au pouvoir d'achat elle est toute simple, c'est **qui paie ?** Et ça aujourd'hui on n'a pas de réponse. On a un soutien au pouvoir d'achat et on n'a **pas d'augmentation d'impôt.** Donc **qui paie c'est assez simple c'est le déficit, et si c'est le déficit, c'est les générations d'après....**

**On est une génération de boomers qui a décidé de dépenser plus que ce qu'on gagne.** Et la différence ça s'appelle la dette publique, et cette dette publique elle n'arrête pas de croître. On est dans un pays fantastique où nous avons le record des prélèvements obligatoires, 60 %, 20 % de plus que les allemands, 20 % de plus de dépenses publiques, financées par un record de prélèvements obligatoires et qui est financée par un record de dettes, et **la dette c'est quoi, c'est les boomers qui consomment sur le dos de ses enfants.** »

*Dixit Mme Sylvie Matherat économiste, ex postes dirigeants Banque de France, Deutsche Bank, Commission européenne, actuellement senior advisor au cabinet conseil Mazars :*

« **En France, en Europe, c'est peut-être lié à l'ampleur des dépenses sociales on vit trop bien, donc personne n'a envie de faire un petit effort, de sacrifier un peu de son confort. C'est vraiment un problème de l'Europe quand vous regardez au niveau mondial. L'Europe c'est un endroit où on vit super, super, bien, donc pourquoi faire des efforts...La protection sociale fait que tout le monde vit trop bien** »

► **Ce qui domine, et on entend ces commentaires toute l'année, c'est leur **incommensurable mépris** pour les salarié-e-s, pour les pauvres, les « riens ».**

► **Ce sont les **nouveaux aristocrates** – dont Blanquer et bien d'autres à droite font partie - pour lesquels il faut « aider les consommateurs à bien utiliser l'argent qu'on leur donne ».** Ils veulent s'attribuer de fait le monopole de la politique économique et sociale, des médias, car ils se considèrent comme **les seuls « compétents »**.

- **Personne** (hormis nos aristos, bien sûr), **n'a envie de faire le moindre « petit effort »**. C'est la philosophie de Macron, de LR,...: « **il suffit de traverser la rue** ».

- **C'est la « théorie » des réformes de l'assurance chômage.**

Rien de nouveau : en 1850 Thiers, le massacreur de la Commune de Paris, avec l'aide de l'armée allemande, disait : « *nul ne doit faire peser sur la société le fardeau de sa paresse ou de son imprévoyance* » ; il faut « *poser des limites* » à l'assistance afin de « *maintenir l'obligation du travail pour tous et de prévenir les vices de l'oisiveté* »

- **Macron s'est engagé vis-à-vis de l'Union européenne pour une réforme de plus de l'assurance chômage, du RSA, pour peser encore plus sur les salaires...**

**Qu'il n'y ait pas – et de très loin – assez d'emplois pour assurer un CDI ou un statut correspondant à leur qualification à tous ceux et celles qui en cherchent, ils font semblant de ne pas le savoir.**

- Même programme présenté différemment **chez Le Pen** : s'il y a du chômage, des bas salaires, c'est pas qu'il manque des emplois,...« c'est la faute aux immigrés », ou prétendus tels.

► **« L'arrosage a quelque chose d'indécent, il faut que ça cesse » dit le président de l'Ethic, M Kalogeropoulos**

- M Kalogeropoulos vise les mesures votées par l'Assemblée nationale la loi portant « mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat » et la loi de finances rectificative 2022. **Il les trouve encore beaucoup trop généreuses !**

**Ces mesures sont pourtant à l'avantage du patronat :**

- **Elles remplacent des augmentations de salaire, à minima à hauteur de l'inflation, entraînant une forte baisse du pouvoir d'achat, privant la Sécurité sociale et les services publics de cotisations et d'impôts.**

- **Elles attaquent en outre la Sécurité sociale par de nouvelles exonérations de cotisations sociales**

- **Elles remettent en cause de fait les 35 heures.**

**Effectivement, « il faudrait que cette politique cesse ! »**

- **« L'arrosage » réel, « indécent », c'est celui dont bénéficient les entreprises.**

De 150 milliards à 200 milliards par an, 6 à 8 points de PIB.

Ils avaient promis que ces aides permettraient une meilleure « compétitivité pour conquérir des marchés »...et ils ont désindustrialisé la France, créé le déficit du commerce extérieur de la France. **La dévaluation de l'euro par rapport au dollar devrait favoriser les exportations...mais il n'y a presque plus rien à exporter !**

En outre ils osent dire qu'ils n'ont pas à payer d'impôt en France, puisque leurs profits sont faits à l'étranger. La totale !

**Ces aides très excessives ont créé les déficits du budget de l'Etat, la dette de la France, l'effondrement de la santé, des services publics, qu'ils se permettent en outre de dénoncer !**

► **Pourtant ils exigent et obtiennent de nouvelles aides de Macron sur les impôts dits de production, ...**

**Effectivement « c'est juste pas possible, il faut que ça cesse » et même revenir sur les aides et exonérations de cotisations sociales !**

« **Distribuer mieux en la ciblant sur ceux qui en ont vraiment besoin** »

Sous une apparence de bon sens, de mesure sociale, « **aider ceux qui en ont vraiment besoin** » il y a des objectifs qui ne sont en rien solidaires.

**\*Il s'agit de faire des économies sur les « aides » aux pauvres, pour pouvoir continuer à augmenter les aides aux entreprises, les profits, les dividendes, tout en revenant aux équilibres budgétaires dits « de Maastricht ».**

L'ajout de « **vraiment besoin** » vise à limiter au maximum le nombre de ceux qui sont « aidés » et le montant des « aides »...**qui ne compensent même pas les reculs. C'est le double engagement de Macron vis-à-vis de l'Union européenne pour les années 2022 – 2027** (Programme de stabilité)

**\*Il s'agit d'un nivellement par le bas.** Si on n'est pas « ciblé » comme en « ayant vraiment besoin » on peut perdre du pouvoir d'achat sans fin, ce qui va vite en cette période d'inflation jusqu'à rejoindre « ceux qui en ont vraiment besoin ».

**\*C'est leur vision de ce qui doit remplacer la Sécurité sociale : au lieu de « A chacun selon ses besoins » il s'agit d'« octroyer » des aides minimalistes aux pauvres « qui en ont besoin pour manger ».**

**\*C'est une grave menace pour la démocratie.** Lorsque les couches dites « moyennes » (qui pour beaucoup étaient considérées comme pauvres il y a quelques années) s'appauvrissent ...elles peuvent se tourner vers le Le Pen ou autres Zemmour si elles ne croient pas, ou ne croient plus, en d'autres solutions

► « **Arrêter de vivre au-dessus de NOS moyens** »

Un amalgame bien pratique entre les milliardaires et les chômeurs, les précaires. On est tous dans le même sac disent du matin au soir ces PDG: « en France on vit au-dessus de NOS moyens » disent ceux qui ont des SUV, voir des jets.

Les PDG, trouvent qu'il faut une diminution permanente des salaires, impôts et taxes, qu'ils n'ont jamais assez de profit, de dividendes à distribuer, c'est la loi du capitalisme

► **Offensive d'enfumage contre la Sécurité sociale, les allocations chômage,...**

Pour M **Poitrinal**, « **Une exonération de cotisation sociale c'est pas nécessairement un bénéfice pour l'employeur car ce qu'il voit c'est son super brut.** »

Pour que personne ne s'y retrouve il ajoute, bon prince, « Si vous prélevez sur ce super-brut une cotisation sociale, **ça va faire du revenu net en moins pour le salarié** »

Explication de l'enfumage : le salaire dit super brut c'est le salaire versé par l'entreprise. C'est la rémunération du salarié. Les cotisations sociales, part dite patronale et part dite salariale en sont déduites pour financer la Sécurité sociale, l'Unedic, l'Agirc-Arrco,...**Ce n'est donc pas du salaire en moins** pour les salariés qui sinon devraient payer beaucoup plus des assurances individuelles, comme aux Etats Unis.

**Ce qui fait du revenu net en moins pour les salariés, c'est la baisse de la part dite patronale des exonérations, celle que le MEDEF réclame et obtient des gouvernements successifs**

Pour ajouter à la confusion il parle de prélèvement sur la « **valeur travail** ». **Tout le monde sait ce qu'est un salaire, personne n'a jamais vu la fumeuse « valeur travail » lui permettre de payer son loyer.**

L'ex banquière **Mme Matherat** est plus directe : **pour elle la protection sociale, les dépenses sociales, font « que tout le monde vit trop bien, refuse de sacrifier son confort, de faire un petit effort » !**

Ce n'est pas exact qu'ON vit trop bien, mais sans protection sociale on vivrait beaucoup moins bien et on mourrait beaucoup plus jeune, parfois dès la naissance ou l'enfance.

► **Pour l'ex cadre de la Commission européenne, en Europe on doit réduire son niveau de vie, aligner sa protection sociale sur les pays qui n'en ont pas.**

► **Guerre des générations.** L'ignoble « argument » de M Poitrinal des « boomers » qui affament leurs enfants et les générations futures, revient sans cesse pour « justifier » des mesures antisociales.

M Poitrinal est cohérent : il attaque de fait **les retraité-e-s qui coutent trop cher à son goût en dépenses sociales, comme d'ailleurs les chômeurs de tous âges. Il veut une nouvelle réforme des retraites, dans le cadre d'une baisse continue des pensions jusqu'en 2070 et au-delà, donc agressant les jeunes générations.** Tout cela en se défaussant sur les retraités, alors que les responsables des déficits, ce sont les partis politiques qui ont appliqué sa politique

Les « boomers », comme les générations d'avant, comme la génération actuelle, sont hétérogènes, ils appartiennent à des classes sociales. Certains sont immensément riches, d'autres sont chômeurs, smicards, SDF.

**Ils n'ont cessé de se combattre** : certains, comme les PDG, leurs actionnaires, pour conserver le capitalisme, pour accroître leurs privilèges. D'autres pour améliorer le sort de la population, pour transformer la société, parfois - et même beaucoup - pour le socialisme.

Le mépris de M Poitrinal, c'est le mépris de ceux qui pensent que le capitalisme « c'est la fin de l'histoire », comme nos seigneurs et rois étaient convaincus que leur règne était éternel.

**En cette rentrée, ce n'est pas qu'une propagande générale. Leur propagande est concrète, ciblée** : opposition à l'augmentation des salaires, même au niveau de l'inflation, a fortiori au retour à l'échelle mobile des salaires, pression pour des coupes budgétaires sur les PLF (Projet de loi de Finance), PLFSS (Projet de loi de financement de la Sécurité sociale), pour des réformes tous azimuts (chômage, RSA, enseignement, retraites,...), pour transformer la nécessaire transition écologique en « green business » pour les uns, « green austérité » pour les autres, tout comme la guerre en Ukraine. (M Kalogeropoulos, 29/08 : « **ne pas faire de la lutte de classe autour de l'environnement** »)

**Exprimé par E Macron, c'est : « on est en économie de guerre », « il faut payer le prix de la liberté », « fin de l'abondance, fin de l'insouciance ».**

## BILLET D'HUMEUR

**«QU'EST-CE QU'UN SUPER PROFIT ?» OU «C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE !»**

*Par Patrice Siard*

Le chantier gouvernemental, qui s'ouvre lors du prochain Conseil des Ministres, au sujet d'une nouvelle prochaine « réforme » de l'Assurance Chômage, est le pied dans l'ouverture de la porte à la destruction progressive de la notion de Droit social.

Il s'agit, en effet, de mettre en place un système de modulation de la durée de versement et du montant des indemnités versées aux demandeurs d'emploi en fonction de la situation économique du pays !

Les « pleureuses » du MEDEF (« c'est dur pour tout le monde ! », « mes charges, mes charges ! ») ont encore frappé mais, cette fois, si la riposte des salariés n'est pas à la hauteur de l'attaque, le reste, c'est à dire toutes les branches de la Sécu passeront à la trappe. Le MEDEF et les droites réaliseront leur rêve : restaurer « l'insécurité sociale » préexistante à 1930 et le rétablissement du travail aux pièces pour les jeunes !

En conséquence, la mobilisation totale et coordonnée, syndicale et politique s'impose.

Et je le dis tranquillement à mes camarades syndicaux dits « réformistes », qui s'imagineraient être encore en mesure de tirer seuls leur épingle du jeu, dans l'illusion d'un quelconque « partenariat social » avec le MEDEF, qu'il est temps de regarder la réalité en face, au nom de la vraie responsabilité des organisations réellement de gauche envers la majorité des Français qu'ils représentent de fait, sinon malgré eux !

La mobilisation qui se prépare ne peut se payer le luxe d'une simple réaction défensive en ordre dispersé, comme cela se produit depuis plus de 20 ans, avec pour résultat la régression sociale à laquelle nous sommes confrontés et le taux d'abstention joint au vote RN, lors des élections politiques.

Laisser les clefs de la Protection sociale à l'irresponsabilité, sinon à la folie du MEDEF et de l'État « macronien », c'est non-seulement assurer la poursuite de l'extension de la pauvreté et de l'arbitraire, mais aussi laisser la porte ouverte à une déstabilisation de la République et de la société, dont l'ensemble des citoyens paieront les conséquences désastreuses pour notre pays.

## INTERNATIONAL

### **CHILI : échec du référendum sur la constitution**

C'est un sérieux coup de frein au processus de changement social au Chili. Le dimanche 4 septembre, les Chiliens ont rejeté le projet de nouvelle Constitution à près de 62%. Ce vote de rejet, bien supérieur aux prévisions des sondages, vient pourtant après un plébiscite en octobre 2020 du peuple chilien, mobilisé contre les inégalités sociales et demandant un changement de Constitution. La campagne de ce référendum a, certes, été marquée par un climat de désinformation et un clivage particulièrement violent sur le droit à l'avortement et sur de nouveaux droits des peuples autochtones. Il semble que cette nouvelle constitution n'ait pas été suffisamment préparée avec le peuple chilien et n'ait pas totalement pris en compte ses aspirations. Il faudra à la gauche chilienne trouver un nouveau processus qui permette d'atteindre la majorité et de se débarrasser des restes de la dictature Pinochet et de répondre aux besoins du peuple chilien en apportant les nécessaires changements sociaux.

### **ROYAUME-UNI : Grosses grèves en août**

Les Britanniques n'avaient pas connu de grève générale depuis longtemps non plus, la dernière grève nationale massive date de 2011. Les OS ont temporairement suspendu un mouvement non seulement suivi mais très soutenu à l'occasion des funérailles d'Elisabeth II.

Les travailleurs exigent une augmentation des salaires et des conditions de travail pour contrer l'inflation galopante, qui dépasse 10% et pourrait grimper à plus de 13% en octobre. Les grèves touchent de nombreux secteurs : les cheminots, les employés du métro, les dockers, les facteurs, les éboueurs, le secteur public de la santé les employés de l'opérateur télécoms BT, les manutentionnaires d'Amazon, les fonctionnaires de l'enseignement. Cette grève générale initiée par les cheminots, loin de créer de l'animosité, suscite plutôt la compassion, puisque c'est finalement toute une population qui se retrouve dans le même bateau. Ce « sont des gens comme moi, nous essayons tous de gagner notre vie et de nous débrouiller. J'ai toute la sympathie du monde pour eux », lance ainsi un voyageur en gare de Leeds, au nord de l'Angleterre, à un journaliste de l'AFP sur place.

L'inflation touche particulièrement le secteur de l'énergie qui est complètement privatisé et dont les prix ont encore plus augmenté qu'en France, mais également l'alimentation. Les populations modestes et aussi les classes moyennes sont touchées. Et ça va empirer cet hiver pour entrer dans une crise durable, alors que la Banque anglaise estime que l'inflation dans le pays va dépasser les 13 % en octobre. Les gens ont peur de l'avenir et les syndicats témoignent d'un malaise que l'on n'avait pas connu depuis longtemps.

Au Royaume-Uni, il est difficile de faire grève. Margaret Thatcher a fait adopter une loi pour que cela : il faut d'abord déposer un préavis de vote, puis organiser un vote des syndicats tout en sachant que la voix des absents est considérée comme un vote contre. Malgré ce chemin de croix, les syndicats sont parvenus à organiser ce qui apparaît comme le plus gros mouvement de grève du rail depuis 1989, la fin des années Thatcher.

**ÉTATS-UNIS, après 5 ans de procédures, Google a accepté de payer 118 millions de dollars** pour solder une plainte en nom collectif accusant le groupe d'avoir discriminé les femmes en matière de salaires et d'échelons. L'accord, qui doit encore être approuvé par un juge, couvre environ 15 500 employées ayant travaillé en Californie depuis septembre 2013. En somme, Google préfère passer à la caisse plutôt que de passer en justice.

## COUP DE GUEULE

### Il faut mettre en place un grand service public de la dépendance.

*Par Marianne Journiac, syndicaliste de la santé*

A Orpea, à Korian, c'est La maltraitance institutionnalisée vis-à-vis des résidents comme des salariés.

La soif du profit de ces 2 groupes a créé des monstres. Ce sont de véritables machines à faire du fric... Entre 2015 et 2016 le groupe Orpea a vu son bénéfice augmenter de près de 70% pour atteindre 260 millions d'euros. Le groupe Korian a augmenté ses bénéfices de plus de 400% ces dernières années. Les chambres des résidents oscillent entre 3500 et 4000 euros alors que le cout médian dans le secteur public est de 2150 euros. Ces groupes ont une pratique obsessionnelle de la rentabilité aux dépens de nos personnes âgées. Les familles des résidents comme les salariés subissent une pression sans précédent. Aujourd'hui enfin, les familles osent déposer plainte pour maltraitance de leurs aînés, (manque de soins, déficience alimentaire, isolement, manque de personnels formés et en nombre suffisant ...)

Les personnels de ces maisons de retraite sont eux au bord de l'épuisement et sont rémunérés pour nombre d'entre eux moins que le SMIC...

Nouveauté : ces 2 groupes Korian et Orpea répondent par des attaques en justice contre tous ceux qui osent dire la vérité.

A l'appel de la CGT santé de Paris, s'est tenue, devant le TGI de Paris un rassemblement de soutien à un agent qui est assignée par Korian pour injure à cause d'un tee-shirt qu'elle portait dans un rassemblement devant son lieu de travail le 8 mars 2022 journée internationale des droits des femmes. Pour Korian et Orpea, un seul mot d'ordre : menacer, intimider tant les résidents et leurs familles que les personnels.

Il est temps de combattre cette marchandisation des groupes d'EHPAD privés lucratifs. La recherche du profit n'est pas compatible ni avec une prise en charge de qualité ni avec de meilleures conditions de travail des salariés. **Il faut mettre en place un grand service public de la dépendance.**

## GREVE NATIONALE LE 29 SEPTEMBRE

C'est avec l'appui tacite de la droite et l'extrême droite -qui, ne l'oublions pas, a refusé de taxer les superprofits et d'augmenter les salaires- que Macron annonce une nouvelle cure d'austérité. En instrumentalisant les crises climatique et internationale, il entend nous faire avaler la suite de la casse du système social français. Retraites, salaires, temps de travail, assurance chômage, sécu... c'est pour lui, l'abondance et l'insouciance.

**Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent à une riposte massive le 29 septembre.**

Le bulletin Résistance Sociale est une  
publication de Résistance Sociale,  
association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
**Site Internet** : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel :  
[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice  
de la publication :

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS**

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)